

REVUES DE PRESSE
AVRIL 2019

Revue de presse du 1^{er} au 15 avril 2019

Table des matières

Afrique.....	3
Algérie.....	3
Libye.....	3
Niger.....	3
Europe.....	4
Croatie.....	5
France.....	5
Grèce.....	6
Malte.....	6
Pologne.....	7

Afrique

Algérie

- **Médiapart**, 10 avril 2019, [En Algérie, la chasse aux migrants continue pendant la contestation](#) *

Des migrant·e·s continuent d'être expulsé·e·s d'Algérie vers le Niger. C'est par l'OIM qu'ils sont « accueilli·e·s » au Niger, puis conduit·e·s à Agadez ou dans les centres de transit périphériques, avant d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Un travailleur humanitaire dénonce des modes d'interpellation violents par les policiers et gendarmes algériens : « [ils] ne laissent pas le temps aux personnes interpellées d'expliquer leur situation. Ils leurs confisquent tous leurs biens et les frappent s'ils s'insurgent ».

Libye

- **The Irish Times**, 5 avril 2019, [Gen Khalifa Haftar's forces close in on Tripoli](#) [EN] *

Une douzaine de migrant·e·s et de réfugié·e·s du centre de détention de Tripoli ont été habillé·e·s avec de vieux uniformes militaires et forcé·e·s de porter des armes lors de l'arrivée des forces rivales sur la capitale libyenne. Ils redoutent à terme d'être forcé·e·s à se battre.

- **Infomigrants**, 9 avril 2019, [Libye : « Avec les affrontements, j'ai peur que les policiers désertent notre centre de détention et nous laissent enfermés »](#) *
- **Le Monde**, 13 avril 2019, [Combats en Libye, fermeture de l'UE : les migrants dans l'impasse](#) *
- **RFI**, 14 avril 2019, [Libye : le HCR s'inquiète du sort des migrants pris dans les combats](#)

L'explosion des combats au sud de Tripoli menace gravement la vie des migrant·e·s enfermé·e·s dans les centres de détention de la capitale. Certains d'entre eux témoignent d'une aggravation de leurs conditions de détention et craignent que les policiers libyens fuient le centre en les laissant enfermés. Le HCR « demande de toute urgence la libération immédiate » de ces personnes et la mise en place de « couloirs humanitaires » pour les « plus vulnérables ». Environ 3 000 personnes migrantes seraient à ce jour emprisonnées dans les centres de détention de la capitale libyenne.

Niger

- **Independent**, 4 avril 2019, [EU, IOM Assist 12 974 Stranded Nigerian Migrants to Return Home](#)
- **Infos Plus Gabon**, 4 avril 2019, [12 974 Nigériens rapatriés volontaires de Libye en deux ans](#)

L'OIM aurait organisé environ 13 000 « retours volontaires » de Nigériens depuis la Libye en deux ans.

Europe

- **Commission européenne** (Communiqué de presse), 1^{er} avril 2019, [European Border and Coast Guard : The Commission welcomes agreement on a standing corps of 10 000 border guards by 2027](#) [EN] *

La Commission a donné son feu vert au énième renforcement de l'agence européenne Frontex en matière de contrôle des frontières. Celui-ci prévoit notamment le renforcement des effectifs des garde-côtes et garde-frontières de l'agence (10 000 agents au total d'ici 2027), l'extension de leurs compétences en matière de renvois, le renforcement de la coopération avec les pays dits tiers, et l'installation d'antennes relais pour le support de leurs opérations dans les pays membres et non membres.

- **Commission européenne** (Communiqué de presse), 4 avril 2019, [Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique : 115.5 millions d'euros pour renforcer la sécurité, la protection des migrants et la création d'emplois dans la région du Sahel](#) *

L'UE annonce soutenir « *les efforts déployés par les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger)* ». 10 millions d'euros sont destinés à « *renforcer les capacités de défense et de sécurité des pays G5 Sahel* ». 30 millions d'euros seront « *alloués à la protection de la route de la Méditerranée centrale et à la recherche de solutions durables dans la région du Sahel et du lac Tchad [pour] accroître le nombre de migrants bénéficiant de mesures de protection et de « retour volontaire* ». 5,5 millions d'euros sont destinés à l'équipe conjointe d'investigation qui « *a démantelé 33 réseaux criminels* » et condamné « *210 trafiquants [...] au cours de ces deux dernières années* ». 5 millions d'euros sont réservés « *au renforcement des capacités et aux équipements [pour] le renforcement des capacités et [des] équipements [...] de gestion des frontières du pays* »

⇒ Dans la note **Note n°6** [Niger : ingérence et néocolonialisme, au nom du Développement](#) d'octobre 2017, **Migreurop** relevait que ces financements attribués au Niger « *répond[aient] essentiellement aux intérêts de l'UE et concou[raient] peu à l'amélioration des conditions de vie des habitants* ».

- **Republicca**, 6 avril 2019, [Migranti, la nave ONG Alan Kurdi diretta a Malta. Esposto di Mediterranea contro il governo](#) [IT] *
- **Médiapart**, 11 avril 2019, [Migrants : l'ONG Sea-Eye prie les « 28 » de laisser accoster l'Alan Kurdi](#) *
- **Médiapart**, 13 avril 2019, [Quatre pays européens accueilleront les 64 migrants de l'Alan Kurdi](#)

Les autorités maltaises et italiennes ont interdit l'accès à leurs eaux territoriales à l'*Alan Kurdi*, navire de l'organisation humanitaire allemande *Sea-Eye*. Sur ce navire se trouvaient 64 personnes migrantes secourues au large de la ville libyenne de Zaura. L'Allemagne, la France, le Luxembourg et le Portugal se sont finalement accordés sur la prise en charge des personnes bloquées en mer depuis dix jours. Une procédure a été engagée auprès du Procureur d'Agrigente contre le gouvernement italien par *Mediterranea*, *Arci Sicilia* et *Arci*

Nazionale pour refus d'accès de l'Alan Kurdi aux eaux italiennes et pour ne pas lui avoir assigné un port sûr.

- **Bruxelles2**, 9 avril 2019, [Des drones en renfort dans l'opération Sophia](#) *

Suite au retrait des navires déployés dans le cadre de l'opération Sophia (EUNAVFOR Med) – prolongée jusqu'en septembre 2019 mais uniquement avec support aérien¹ - l'Italie a annoncé fournir un drone en renfort de cette opération. Cet équipement pourrait être utilisé dans le cadre des opérations ISTAR (Renseignement, surveillance, acquisition de cible reconnaissance).

Croatie

- **Courrier des Balkans**, 5 avril 2019, [Fil info réfugiés – La police croate renvoie de plus en plus de migrants en Serbie](#) *

La police croate refoulerait illégalement des personnes migrantes en Serbie, « *y compris des personnes qui n'ont jamais transité par ce pays* ». Des ONG croates dénoncent le fait que la police serbe tolère ces renvois.

France

- **Médiapart**, 9 avril 2019, [RPT-France : Vingt migrants sauvés en mer du Nord](#)

Deux embarcations de personnes migrantes qui tentaient de traverser la Manche ont été ramenées à Calais et Boulogne-sur-Mer après avoir dérivé. Cette traversée est régulièrement tentée par des migrant·e·s qui tentent de rejoindre le Royaume Uni, malgré « *les intempéries et le trafic dans le détroit du Pas-de-Calais* ».

- **Médiapart**, 10 avril 2019, [Castaner persiste sur des « interactions » entre ONG et passeurs en Méditerranée](#)

Christophe Castaner s'appuie sur deux rapports de Frontex pour dénoncer une complicité entre passeurs et ONG. L'idée d'une « *collusion* » entre passeurs et ONG a pourtant été démentie par l'agence Frontex elle-même lors de la fuite de ces rapports dans la presse anglo-saxonne en 2016. Ces stratégies de « *criminalisation* » des ONG contrastent avec le choix des autorités françaises d'équiper les garde-côtes libyens² « *auteurs principaux de violences à l'encontre des migrants qu'ils sont censés repêcher* ». L'envoyé spécial du Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU tweetait le 9 avril 2019 qu' « *en Méditerranée, pour les États membres de l'UE, [zone] SAR (Search And Rescue) ne signifie plus « Recherche et secours », ça veut dire « Recherche et retour » en Libye [...]. Ça ne m'a pas l'air de correspondre aux droits fondamentaux que toutes les agences, opérations et projets de l'UE devraient respecter...* »

¹ **Médiapart**, 28 mars 2019, En Méditerranée, l'UE retire ses navires militaires qui ont sauvé 45000 migrants - voir la revue de presse du 18 au 31 mars 2019 (Cf. la revue de presse du 15 au 28 février 2019).

² **Médiapart**, 22 février 2019, La France offre des hors-bords aux Libyens pour bloquer les migrants (Cf. la revue de presse du 15 au 28 février 2019)

- **Le Monde**, 13 avril 2019, [Migrants : « Les ONG ont sauvé l'honneur de l'Europe en Méditerranée »](#)

Pascal Brice, ancien directeur de l'OFPRA demande à ce que « les États et l'Union européenne (UE) assument leurs obligations d'accueil et de protection » avant de « faire la leçon aux ONG ». Il considère que « tout au long de cette crise de l'asile, depuis 2014, l'Europe a été incapable d'apporter une réponse coordonnée. Ses failles sont béantes ».

- **Reuters**, 10 avril 2019, [Migrants : Un deuxième centre créé à Paris face à l'inquiétude des ONG](#)

La préfecture de la région Ile-de-France annonce ouvrir un deuxième centre d'accueil pour l'hébergement d'une centaine de demandeurs-euses d'asile. Cette annonce intervient suite à la grève de plusieurs associations qui disent ne plus accepter « de suppléer un gouvernement dont l'action confine à une mise en danger délibérée des personnes ». Elles s'inquiétaient notamment des conditions de vie de 1300 migrant-e-s dans des campements du Nord-Est parisien.

- **Médiapart**, 12 avril 2019, [La France coupable de violations du droit au logement, selon l'Onu](#)

D'après la rapporteure spéciale de l'Onu sur le droit au logement, « la France est coupable de violations des droits de l'Homme dans sa gestion des sans-abris ». Elle considère que les expulsions, telles celles « menées toutes les 48 heures par les forces de l'ordre dans les campements de migrants à Calais » sont faites « en violation du droit humanitaire international ».

Grèce

- **Courrier des Balkans**, 5 avril 2019, [Fil info réfugiés – Affrontement entre la police grecque et des migrants près de Thessalonique](#) *

La police grecque « a utilisé des gaz lacrymogènes contre plusieurs centaines de migrant-e-s » qui s'apprêtaient à rejoindre la frontière nord-macédonienne « sur la base d'une fausse information circulant sur les réseaux sociaux selon laquelle cette frontière serait ouverte aux migrant-e-s ».

Malte

- **Libération**, 14 avril 2019, [Les migrants coincés dans le bourbier maltais](#)

Depuis juillet 2018, les autorités maltaises acceptent le débarquement des personnes migrantes sur leur territoire sous réserve de la conclusion d'accords de relocalisation avec d'autres pays de l'Union. Une fois sur le sol maltais, les migrant-e-s sont détenues dans ce qui est « désigné par l'administration comme un centre de réception initiale » pour s'assurer de leur renvoi par avion en vue de leur relocalisation. C'est en réponse à la fermeture des ports italiens que les autorités maltaises ont renoué avec la pratique abandonnée en 2015 d'enfermer les exilé-e-s sur leur territoire.

Pologne

- **La Libre Belgique**, 15 avril 2019, [A la frontière polono-ukrainienne, le bal des policiers européens](#) *

Ce reportage rend compte du détachement de policiers de toute l'Europe envoyés par Frontex pour le contrôle de la frontière polono-ukrainienne. 11 postes de police bordent cette frontière. Une tour de contrôle avec des caméras de surveillance (infrarouge et thermique) balaie l'horizon. Une deuxième tour doit être installée. Des détecteurs d'explosifs et de radioactivité, de battement de cœur, des scanners à rayons X, des caméras avec thermo-vision, des scanners de documents, des lecteurs d'empreintes digitales, des terminaux mobiles pour contrôler les trains passent au crible les véhicules, cargos et trains qui traversent la frontière.

⇒ *Cette accumulation des équipements destinés au contrôle des frontières illustre bien la surenchère de la politique sécuritaire menée par l'Union.*

Revue de presse du 16^{er} au 30 avril 2019

Table des matières

Monde	2
Amérique.....	2
Afrique.....	3
Algérie	3
Libye	3
Maroc	3
Europe	4
Italie.....	4
Espagne	5
Hongrie.....	5
France.....	5
Océanie	6
Australie	6

Monde

- **The Conversation**, 15 avril 2019, [Dans le business de l'humanitaire : doit-on tirer profit des réfugiés ?](#) *

Depuis la crise économique de 2008, « *l'insuffisance des fonds alloués au secteur humanitaire n'a jamais été aussi importante* ». Le HCR estime que seule 14% de l'aide nécessaire a été financée en 2019 pour venir en aide aux 68,5 millions de réfugié·e·s, demandeur·euse·s d'asile, personnes déplacées et apatrides. C'est dans ce contexte que le secteur privé intervient pour « *contrer les failles du système humanitaire* » par le biais de partenariats public-privé avec le HCR et les ONGs. Ce phénomène n'est pas sans danger : des entreprises sous-traitant des activités d'assistance et de protection des réfugié·e·s « *se font complices ou tirent profit de politiques publiques allant à l'encontre de la protection des droits humains* ».

- **Yabiladi**, 15 avril 2019, [Pour un autre récit médiatique des migrations \(Tribune\)](#) *

Dans cette tribune, le Président du Réseau marocain des journalistes des migrations (RMJM) plaide pour la déconstruction du discours politique fondé sur des mythes et des préjugés autour de la migration. Les qualificatifs tels « *problème* », « *phénomène à endiguer* » ou « *fléau* » sont fréquents dans le récit médiatique, qui réduit les migrations internationales aux risques sécuritaires et contribue à nourrir la xénophobie ambiante.

Amérique

- **The New York Times**, 18 avril 2019, [Militia in New Mexico detains Asylum Seekers at Gunpoint](#)
- **Médiapart**, 23 avril 2019, [Une milice anti-migrants quitte son campement dans le Nouveau-Mexique](#)

Une milice armée de citoyens américains d'extrême droite arrêtent illégalement et enlèvent des familles de migrant·e·s qui tentent de traverser la frontière entre le Nouveau-Mexique et le Mexique (ils affirment avoir « arrêté » 5600 personnes ces deux derniers mois).

- **Médiapart**, 24 avril 2019, [Mexico dit avoir déporté 15 000 migrants clandestins en un mois](#)

Les autorités mexicaines ont annoncé avoir expulsé 15 000 migrant·e·s. Cette annonce fait suite à la menace de fermeture de la frontière Etats-Unis/Mexique et à l'imposition de taxes douanières au Mexique par Donald Trump si les autorités mexicaines n'intensifiaient pas leurs « efforts contre l'immigration clandestine ». Donald Trump poursuit ses attaques contre les demandeur·euse·s d'asile souhaitant atteindre les Etats-Unis en passant par le Mexique. Dans cette même optique, Washington a annoncé déployer des centaines d'agents du service des douanes et de la protection des frontières long de la frontière avec le Mexique.

Afrique

Algérie

- **Médiapart**, 26 avril 2019, [A Oran, les jeunes Algériens remettent à plus tard leur projet de migration](#) *

Le nombre de départs par bateau par semaine serait passé d'une trentaine par semaine en été à un par semaine depuis le début du soulèvement populaire en Algérie. Le phénomène de la *harraga* (qui signifie brûler son visa et désigne les personnes tentant de rejoindre l'Europe) s'est de ce fait beaucoup réduite.

Libye

- **The Guardian**, 25 avril 2019, [Footage shows refugees hiding as Libyan militia attack detention centre](#) *
- Aljazeera, 23 avril 2019, [Libya : Detained refugees shot as clashes near Tripoli continue](#) *
- **The New Humanitarian**, 18 avril 2019, [WHO will help the 600 000 migrants and refugees in Libya](#) *

Des jeunes réfugié-e-s enfermés dans un centre de détention Libyen ont dénoncé, vidéo à l'appui, s'être fait tirer dessus par des militaires. Ces derniers sont issus des troupes du général Haftar avançant sur Tripoli. Deux personnes auraient été tuées et une vingtaine d'autres auraient été blessées. Ces tirs auraient été engagés suite aux refus des occupants du camp de donner leurs téléphones aux militaires et à leur refus d'être transférés dans un autre centre de détention à Zintan où ils redoutent un accès très restreint aux organisations internationales et une aggravation de leurs conditions de détention. Pour rappel, 600 000 personnes migrantes sont détenues en Libye, et 2700 d'entre elles restent bloquées dans des centres de détentions près des affrontements qui se déroulent à Tripoli.

Maroc

- **Morocoworldnews**, 27 avril 2019, [Accident kills 16 Sub-Saharan Immigrants in Northeast Morocco](#) *

16 personnes migrantes d'origine subsaharienne sont décédées suite à un accident. Le véhicule les transportant est tombé du canal d'irrigation sur lequel il circulait entre Saidia et Nador.

- **Huffpost Maghreb**, 29 avril 2019, [Un observatoire régional de migration va voir le jour à Larache](#) *

Une convention cadre visant la création d'un observatoire de migration dans la région de Tanger-Tétouan- Al Hoceima a été signée à Larache vendredi 26 avril. Cette institution sera placée sous la tutelle du ministère marocain délégué auprès des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Elle aura pour mission « *d'élaborer des bases de données, de fournir, traiter et analyser des informations et des données précises sur la migration au niveau régional* ».

Europe

- **El Diario**, 17 avril 2019, [El Parlamento Europeo aprueba reforzar las fronteras con 10 000 guardias con capacidad para intervenir en terceros países](#) [ES]

Le parlement européen a approuvé (403 votes en faveur, 162 contre, 44 abstentions) le renforcement des frontières avec 10 000 garde-frontières d'ici à 2017 avec la capacité d'intervenir dans les pays tiers.

- **Bastamag**, 17 avril 2019, [Pourquoi l'extrême-droite européenne a quasiment réussi à faire interdire les sauvetages de réfugiés en Méditerranée](#)

De nombreuses ONGs voient leurs navires humanitaires bloqués dans les ports européens à Malte, en Italie ou en Espagne. Seuls le Mare Jonio et le navire Alan Kurdi de Sea Eye restent en activité. Ils se heurtent à de nombreuses difficultés et sont régulièrement bloqués en mer (car les autorités des différents ports à proximité refusent de les laisser accoster) ou mis sous séquestre. La criminalisation des ONGs de sauvetage en mer et la multiplication des entraves à leur rencontre par les autorités des pays de l'Union a presque totalement anéanti le travail de sauvetage de ces ONGs.

- **Courrier international**, 22 avril 2019, [« Il Manifesto » publie les noms des 34 361 migrants morts en Méditerranée](#) *

Trois quotidiens européens ont publié la liste (« *Le nom, le pays d'origine, la fin du voyage* ») de chaque migrant mort en tentant la traversée de la Méditerranée ces 15 dernières années. Elle a été compilée par l'ONG néerlandaise *United for intercultural action*.

- **Métro**, 25 avril 2019, [L'Union européenne a accordé une protection à plus de 330 000 demandeurs d'asile en 2018](#)

En 2018, l'Union européenne aurait accordé une protection à plus de 333 400 demandeur·euse·s d'asile (soit 40% de moins qu'en 2017) dont 30% de ressortissant·e·s syrien·ne·s d'après les chiffres annuels d'Eurostat.

Italie

- **Repubblica**, 17 avril 2019, [Migranti sono in pericolo di vita, ma soccorritori italiani e libici non si capiscono : le intercettazioni](#) [IT]*

Le Centre de Coordination de sauvetage en mer (MRCC) de Rome s'est heurté à des difficultés pour contacter les garde-côtes libyens alors qu'un canot pneumatique endommagé avec 48 migrant·e·s à bord en danger de mort était en difficulté. Le standard de Tripoli, supposé être disponible 24 heures sur 24 avec un officier de la garde côtière locale capable de parler anglais, était difficilement joignable. Aucun agent anglophone n'était disponible lors de l'appel, il a donc fallu faire appel à un interprète arabe ce qui a représenté un obstacle supplémentaire à un contact rapide avec les secours libyens.

Espagne

- **EuropaSur**, 25 avril 2019, [CGT denuncia un importante recorte de personal en Salvamento Marítimo](#) [ES] *

La Confédération Générale du Travail (CGT) dénonce la réduction du personnel dans les embarquements de sauvetage maritime dans les zones du détroit de Gibraltar et de la mer d'Alborán. Elle estime que cette décision n'a pas de sens à cette époque de l'année à laquelle commencent à arriver de plus en plus de migrant·e·s vers les côtes espagnoles à travers la Méditerranée. Elle ajoute que cette décision répond au principal objectif du gouvernement espagnol qu'est celui de baisser les chiffres du nombre de sauvetage « *quel qu'en soit le prix* ».

Hongrie

- The Guardian, 26 avril 2019, [Hungary denying food to asylum seekers, say human rights groups](#) [EN] *

Les autorités hongroises refusent systématiquement de nourrir les débouté·e·s de l'asile dans les « zones de transit » aux frontières. Le *Hungarian Helsinki Committee* décrit cette situation comme une violation des droits humains sans précédent dans l'Europe du 21^{ème} siècle.

France

- **Le Monde**, 19 avril 2019, [Le téléphone de la demande d'asile ne répond pas \(ou peu\)](#)

Selon des chiffres communiqués par la Cimade, seuls 10% des appels des demandeur·euse·s d'asile qui demandent un rendez-vous pour le traitement de leur demande d'asile sont traités en Ile-de-France.

- **Libération**, 24 avril 2019, [Migrants en Libye : huit ONG traînent la France au tribunal](#) *
- **Médiapart**, 25 avril 2019, [Réfugiés : les dons de la France à la marine libyenne attaqués en justice](#) *

Huit ONGs, dont Migreurop et le Gisti, ont déposé une requête en référé pour la suspension de la décision de livraison de bateaux par la France en Libye. Elles estiment que l'opération contribue à la violation des droits fondamentaux des personnes migrantes interceptées par les garde-côtes libyens et placées dans les « *centre de détentions inhumains du régime libyen* ». Par ailleurs, elles estiment que cette décision intervient en violation de l'embargo sur les armes imposé à la Libye par l'Union européenne et le Conseil de sécurité de l'ONU.

- **Médiapart**, 24 avril 2019, [Près de Roissy, à la rencontre d'étrangers enfermés trois mois pour une expulsion aléatoire](#)

Ce reportage aborde le sujet de l'enfermement dans les Centres de Rétention Administrative (CRA) de personnes en « situation irrégulière » en France. La durée de cet enfermement a été portée à 90 jours depuis la « loi Collomb » malgré l'opposition des associations de défense des droits des migrant·e·s. La contrôleur générale des lieux de privation de liberté relevait quant à elle dans son [rapport d'activité de 2018](#) des conditions d'hébergement « *déplorables* », un accès aux soins « *grandement insuffisant* », et des actes médicaux pratiqués « *dans des conditions de fortune* ».

- **Le Monde**, 26 avril 2019, [La situation des migrants « est indigne » : des maires de grandes villes demandent de l'aide à l'Etat](#)

Les maires de treize villes françaises ont adressé une lettre ouverte au ministère de l'Intérieur pour dénoncer la « *situation indigne* » des personnes migrantes en France. Ils réclament à l'Etat des places d'hébergement supplémentaires.

Océanie

Australie

- **Le Monde diplomatique**, Avril 2019, [L'Australie exporte ses réfugiés](#)

L'Australie a développé une politique d'externalisation qui consiste à sous-traiter une partie de sa gestion de l'accueil des demandeur·euse·s d'asile à des pays tiers. C'est par la conclusion d'accords avec ses voisins que ces derniers acceptent de recevoir les demandeur·euse·s d'asile en échange d'une compensation financière. Cette méthode, appliquée en violation du principe de non-refoulement figurant dans la convention de Genève sur les réfugié·e·s, est également utilisée au sein de l'Union européenne (c'est le cas avec l'accord UE-Turquie notamment).

REVUES DE PRESSE
MAI 2019

Revue de presse du 1er au 15 mai

Afrique.....	3
Mayotte.....	3
Tunisie	3
Moyen-Orient.....	3
Turquie	3
Europe	3
Allemagne.....	5
France	5
Grèce	6
Malte	Erreur ! Signet non défini.
Italie.....	6

Afrique

Mayotte

- **Médiapart**, 9 mai 2019, [A Mayotte, des expulsions massives et des milices violentes](#)

Le gouvernement français a annoncé pour 2019 l'objectif de 30 000 expulsions depuis Mayotte. Cette annonce intervient alors que les scènes d'arrestations, d'enfermement et de trafic d'êtres humains se multiplient dans les Comores. La police opère de nombreux « décasages » - expulsions violentes de personnes en situation dite « irrégulière » - et à la destruction de leurs masures.

Tunisie

- **TN**, 11 mai 2019, [Tunisie : Naufrage du bateau des migrants, nationalités des 16 rescapés](#)
- **Médiapart**, 10 mai 2019, n

70 personnes migrantes tentant de fuir la Libye pour atteindre l'Italie « *ont péri noyées lors du naufrage de leur bateau dans les eaux internationales au large de la Tunisie* ». Seules 16 d'entre elles ont pu être secourues par des bateaux de pêche *a priori* tunisiens.

Moyen-Orient

Turquie

- **Ipanews**, 5 mai 2019, [“We were beaten and pushed back by masked men at Turkish-Greek border “ - Turkish journalist and asylum seeker \[EN\] *](#)

De nombreux refoulements illégaux de demandeur·euse·s d'asile vers la Turquie ont lieu à Evros, à la frontière fluviale qui sépare le nord de la Grèce et de la Turquie. Plusieurs rapports d'ONGs et reportages témoignent de refoulements opérés avec violence par des hommes cagoulés et en tenue de camouflage. Les arrivant·e·s sur le sol grec subissent des agressions et des vols lors de ces interventions avant d'être renvoyés en Turquie où certain·e·s d'entre eux se font arrêter. La police grecque serait également à l'origine de nombreux push-backs. Trois ONGs grecques (GCR, HumanRights360, ARSIS) dans un rapport intitulé « The new normality: Continuous push-backs of third country nationals on the Evros Rivers » dénonçaient déjà en décembre 2018 cette pratique de push-back à l'encontre des ressortissants de pays tiers à la rivière Evros, en violation du droit d'asile.

Europe

- **Le Monde**, 6 mai 2019, [Immigration : la naissance chaotique d'une « Europe forteresse » *](#)

Le thème du contrôle des frontières extérieures est omniprésent au sein de l'Union européenne. L'agence Frontex, véritable organe de contrôle des migrations sera désormais dotée de 10 000 agents contre 1 500 en 2016, le renforcement des systèmes de contrôles biométriques par le biais du Système d'Information Schengen (SIS), du Système d'Information sur les Visas (SIV), la mise en place du fichier Etias – système européen d'information et d'autorisation concernant les voyageurs sans visa – sont autant de mécanismes qui illustrent des choix tactiques, uniquement basés sur le contrôle et la répression, conduisant à l'enfermement de l'Union européenne sur elle-même.

- **Le Monde**, 6 mai 2019, [Les pays de l'UE se déchirent sur le sort des migrants « dublinés »](#)

1,5 millions des demandeur·euse·s d'asile ayant été débouté·e·s entre 2014 et 2018 par le premier État membre chargé de leur demande tentent malgré tout leur chance dans un autre pays. Une grande partie d'entre eux attend l'expiration du délai de six à huit mois suite auquel ils pourront à nouveau déposer une demande d'asile dans un autre État membre. Ce système rend les conditions de vie et d'intégration des personnes migrantes très difficile. Pascal Brice, ancien directeur de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), plaide tardivement pour « *la création d'un statut humanitaire nouveau pour ceux qui ne relèvent pas de l'asile mais qui, de toute évidence, ne retourneront pas dans leur pays* ».

- **Le Monde**, 6 mai 2019, [Entre l'Allemagne et la France, l'errance des Afghans déboutés de l'asile](#)

De nombreuses personnes migrantes de nationalité afghane, et déboutées de leur demande d'asile en Allemagne, fuient la Bavière pour éviter d'être expulsées vers leurs pays d'origine, en proie à un conflit armé interne.

- **Le Monde**, 7 mai 2019, [Comment l'UE a fermé la route migratoire entre la Libye et l'Italie](#) *

La dangerosité des traversées maritimes est telle que le taux de mortalité sur la route de la Méditerranée centrale est passé de 2,6% en 2017 à 13,8% en 2019. La baisse du nombre de personnes migrantes arrivées en Italie et à Malte en 2019 est le résultat d'une coopération intense entre l'Union européenne, ses États membres et la Libye pour empêcher les migrant·e·s d'atteindre les côtes européennes. Le renforcement des capacités des garde-côtes libyens et le rapatriement en Libye y contribuent fortement. Cette coopération constitue une contribution directe de l'Union aux « *graves violences telles que le travail forcé, l'exploitation sexuelle, le racket et la torture* » auxquelles sont exposées les personnes migrantes sur le sol libyen.

- **Le Monde**, 10 mai 2019, [Partiellement appliqué, l'accord UE-Turquie a fait reculer les arrivées de migrants](#)

La Déclaration UE-Turquie signée en mars 2016 prévoyait notamment le renvoi immédiat vers la Turquie des personnes migrantes arrivées en Grèce, y compris les demandeur·euse·s d'asile pour qui la Turquie a été considérée comme un pays tiers sûr. Pour chaque Syrien renvoyé en Turquie, un autre Syrien est censé être réinstallé en Europe depuis la Turquie. Selon cet article du Monde, alors que plus de 860 000 personnes sont arrivées en Grèce par la Turquie en 2015, seules 11 000 ont pu atteindre l'Union par cette route depuis le début de l'année 2019. 1 843 personnes migrantes principalement originaires du Pakistan, de la Syrie et de l'Algérie auraient été renvoyées en Turquie depuis la signature de ladite Déclaration. Seul·e·s 21 163 réfugié·e·s syrien·ne·s ont été réinstallé·e·s en Europe depuis la Turquie sur les 70 000 envisagées dans la Déclaration UE-Turquie.

- **The Intercept**, 11 mai 2019, [Swarms of drones, piloted by artificial intelligence, may soon patrol Europe's borders](#) [EN] *

L'Union européenne est en train de financer un projet pour développer des drones pilotés par une intelligence artificielle en vue de patrouiller aux frontières européennes. Le professeur Noel Sharkey – professeur de robotique et d'intelligence artificielle à l'Université de Sheffield au Royaume-Unis - relève que le développement de ce type de système constitue une

dangereuse avancée sur le plan éthique. Ceci, car c'est un premier pas vers un dispositif qui permettra aux drones d'agir par eux-mêmes pour intercepter des personnes migrantes sur le territoire européen.

Allemagne

- **Libération**, 9 mai 2019, [Des gardes d'un centre pour réfugiés de Bavière accusés de violences racistes](#)

Une enquête de la radio publique bavaroise Bayerischer Rundfunk dévoile des cas de violences racistes commises à l'encontre des demandeur·euse·s d'asile dans des « centres d'ancrage » (centres d'arrivée, de décision et de rapatriement) en Bavière. A ces constatations, s'ajoutent celles du comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, qui critique les violentes conditions d'expulsion de personnes migrantes dans leur pays d'origine par les autorités allemandes.

- Migreurop dans sa publication « [En Allemagne, des centres d'accueil... de plus en plus fermés](#) » du 7 janvier 2019, abordait ces « centres d'ancrage » regroupant plusieurs « services » sur un même site. Cette tendance à la rationalisation des moyens sur un même site a notamment pour but d'accélérer le renvoi et d'isoler les personnes migrantes du reste de la société civile.

France

- **Le Monde**, 10 mai 2019, [La justice française se dit incompétente pour suspendre la livraison de navires à la Libye](#)

Le tribunal administratif de Paris s'est déclaré incompétent pour juger de la légalité de la livraison par la France de six embarcations rapides à la marine libyenne. Les ONG (dont Migreurop) ayant saisi la justice considèrent que par cette décision, la France contribue à empêcher les migrant·e·s de demander l'asile en Europe et à les bloquer en Libye où ils sont exposé·e·s à de graves violations de leur droits fondamentaux. Le tribunal estime que cette livraison est un acte politique non détachable de la conduite des relations extérieures de la France, qui n'est donc pas attaquant devant une juridiction administrative.

- **Libération**, 7 mai 2019, [Blessing, migrante noyée dans la Durance : des mois de silence et un dossier en souffrance](#)

Le parquet de Gap a écarté la responsabilité des gendarmes mis en cause pour « *homicide involontaire, mise en danger de la vie d'autrui et non-assistance à personne en danger* » d'une ressortissante nigériane dont le corps a été retrouvé contre un barrage des Hautes-Alpes. Ses compagnons de voyage ont témoigné avoir vu les forces de l'ordre la poursuivre sur les berges du torrent dans lequel elle s'est noyée.

- **Libération**, 13 mai 2019, [Asile : de la rétention à l'implosion](#)

Depuis l'allongement de la durée de rétention à 90 jours en 2018, les centres de rétention administrative sont au bord de l'implosion. Les conditions de vie des personnes enfermées y sont désastreuses. Les grèves de la faim, les tentatives d'évasion témoignent de l'atmosphère et de la dureté des conditions de détention qui sévissent dans ces centres. L'automutilation, les tentatives de suicide, les placements à l'isolement quasi-quotidiens sont autant d'indices du sentiment de désespoir qui y règne.

Grèce

- **The New Humanitarian**, 2 mai 2019, [Refugee, volunteer, prisoner : Sarah Mardini and Europe's hardening line on migration](#) [EN] *

Cet article aborde le sujet de la criminalisation du soutien aux réfugié·e·s dans les îles grecques notamment. Les lois initialement adoptées pour lutter contre le trafic d'êtres humains sont instrumentalisées par les autorités pour délégitimer et sanctionner le travail d'assistance humanitaire aux personnes migrantes. Elles donnent lieu à des poursuites judiciaires et des arrestations de volontaires humanitaires.

Italie

- **Articolo 21**, 8 septembre 2017, [Naufragio Lampedusa, chiuse le indagini, l'accusa è omissione di soccorso](#) [IT] *

Le procureur se prononçait lundi 6 mai 2019 dans le cadre du début du procès relatif à la non-assistance à personne en danger de la part de l'équipage d'un navire de pêche lors du naufrage d'un bateau transportant des personnes migrantes au large de Lampedusa. Les rescapés témoignent avoir interpellé au moins deux navires avant que leur bateau ne prenne feu. Ils ajoutent que les premiers secours civils ont tardé à intervenir, abandonnant des centaines de personnes à la noyade.

- **Le Monde**, 7 mai 2019, [« Salvini répète que les ports sont fermés, comment pourrait-il admettre qu'à Lampedusa, les migrants arrivent toujours ? »](#) *

Des canots transportant des personnes migrantes continuent à arriver sur les côtes de Lampedusa malgré le fait que Matteo Salvini affirme que les ports italiens sont fermés. Depuis l'été 2017, les arrivées entre les côtes tunisiennes et l'île de Lampedusa se font plus nombreuses contrairement aux arrivées depuis les côtes libyennes, devenues rares.

- **Repubblica**, 10 mai 2019, [Ecco il decreto sicurezza-bis : multe per ogni migrante trasportato e per chi non rispetta le norme Sar](#) [IT] *
- **The Guardian**, 13 mai 2019, [Italy plans to fine NGO boats up to €5,500 per rescued migrant](#)

Un nouveau décret « sécurité-bis » prévoit dans son article 1er des amendes allant de 3 500 à 5 500 euros pour chaque migrant·e transporté·e et pour ceux·celles qui ne respectent pas les normes SAR (Search and Rescue – Recherche et sauvetage). Ces sanctions s'adressent à ceux qui « *en effectuant des opérations de sauvetage dans les eaux internationales, ne respectent pas les obligations découlant des conventions internationales* », c'est-à-dire le comportement que Salvini attribue aux navires humanitaires. Ce décret opère également un glissement de compétences relevant jusqu'ici du ministère des transports au ministère de l'Intérieur, en matière de limitation ou d'interdiction du passage dans les eaux territoriales des navires lorsqu'il existe des raisons de sécurité et d'ordre public notamment.

Revue de presse du 16 au 31 mai

Monde.....	2
Afrique	2
Libye	2
Amériques.....	2
États-Unis	2
Europe.....	3
Espagne	4
France.....	4
Grèce	4
Hongrie	4
Italie.....	5
Malte	5

Monde

- **Le Soir**, 31 mai 2019, [Comment le discours médiatique alimente la peur du « migrant »](#)

Deux chercheurs/chercheuses de l'Université Catholique de Louvain – Jacinthe Mazzocchetti et Vincent Yzerbiddt - ont démontré que le discours médiatique alimentait la peur des personnes migrantes. Il existe d'après eux/elles une double catégorisation entre « réfugié-menace » ou « réfugié-victime » à l'origine du « climat d'angoisse » au sein duquel seule une partie des « victimes » serait légitime. L'exposition médiatique accordée à certain·e·s acteurs/actrices politiques, tout comme les images de migrant·e·s naufragé·e·s contribuent à l'ancrage de ces stéréotypes dans l'imaginaire du public.

- **DW**, 27 mai 2019, [La honte de l'Europe](#)

Le nombre de demandes d'asile déposées en 2015 au sein de l'Union européenne (UE) correspond à 0,77% de la population des 18 pays de l'UE. L'Afrique accueille à elle seule 30% des réfugié·e·s dans le monde, l'Europe moins de 15 % « alors que la richesse par tête au sein de l'Union européenne est dix fois supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne ». Cette répartition déséquilibrée est le résultat des politiques européennes migratoires visant à limiter le nombre d'arrivées d'exilé·e·s sur le territoire européen. Ces politiques sont caractérisées par de nombreux échecs de l'UE pour trouver une solution en matière d'accueil. Cette dernière joue par ailleurs un rôle actif pour empêcher l'accès au territoire européen en sous-traitant la gestion des frontières européennes à des pays dits tiers, tels que la Turquie ou encore la Libye, qui sous couvert de « sauvetage » renvoient des milliers de migrant·e·s vers l'enfer. Ces agissements ne sont pas sans conséquence : 18 000 personnes se seraient noyées en Méditerranée depuis 2014, et des milliers de personnes seraient décédées en traversant le désert du Sahara.

Afrique

Libye

- **Médiapart**, 24 mai 2019, [Près de 300 migrants secourus par la garde-côte libyenne](#)

Des navires de la garde-côtière libyenne ont « secouru » en Méditerranée 290 personnes migrantes accrochées à des bateaux pneumatiques. Ces « sauvetages », ou « pull-back » visant à empêcher les exilé·e·s d'atteindre les eaux européennes et à les renvoyer dans l'enfer libyen, perdurent alors même qu'ils vont à l'encontre des droits des personnes et que les garde-côtes libyens ont été reconnus responsables de nombreuses exactions à l'encontre des migrant·e·s en mer.

Amériques

États-Unis

- **Médiapart**, 16 mai 2019, [Trump dévoile une nouvelle politique d'immigration fondée sur le mérite](#)

Donald Trump présente un projet de refonte de la politique d'immigration des États-Unis qui porte sur le renforcement de la sécurité aux frontières, la mise en place d'un système favorisant les travailleurs étrangers parlant anglais et disposant d'une offre d'emploi. Cette priorité donnée aux immigré·e·s qualifié·e·s s'accompagnerait d'une diminution des titres de résidence accordés sur la base du rapprochement familial. La réforme prévoit également un

durcissement des contrôles aux frontières et la construction de nouvelles barrières à la frontière Sud.

- **Franceinfo**, 25 mai 2019, [États-Unis : un juge bloque le projet Trump à la frontière avec le Mexique](#)
- **France 24**, 31 mai 2019, [Des soutiens de Trump érigent leur propre mur à la frontière mexicaine](#)

Le 24 mai, un juge fédéral bloquait la décision du président américain d'utiliser des fonds du département de la Défense pour financer le mur qu'il veut construire avec le Mexique. Quelques jours plus tard, le 27 mai 2019, un pan de mur financé par une campagne de crowdfunding a finalement été construit par des soutiens de Donald Trump dans l'État du Nouveau-Mexique à la frontière avec le Mexique. Le directeur exécutif de l'Union américaine pour les libertés civiles dans l'État du Nouveau-Mexique a déclaré qu'« un mur à la frontière, qu'il soit construit par le gouvernement ou un groupe privé, ne sera jamais rien de plus qu'un monument de haine et de paranoïa » dans ces localités à la frontière qui sont « parmi les plus sûres du pays ».

Europe

- **L'Humanité**, 16 mai 2019, [Règlement de Dublin, l'urgente et nécessaire révision](#)

Les États Généraux des Migrations, qui réunissent plusieurs associations et collectifs français, ont adressé une lettre aux candidat·e·s aux élections européennes le 10 mai 2019, pour la construction d'«une Europe digne et efficace autour de 12 engagements». Ils plaident notamment pour la suppression des accords de Dublin III qui font peser l'examen de la demande d'asile sur le premier pays européen d'arrivée des personnes migrantes. C'est sur la base de ce Règlement européen que sont effectués de nombreux renvois par les pays du Nord vers les pays du Sud de l'Europe. Ces derniers doivent ainsi assumer la gestion de la quasi-totalité des demandes d'asile. Ce système s'accompagne de mesures punitives pour les personnes « dublinées » qui refusent d'accepter leur « transfert » (renvoi).

- **Médiapart**, 16 mai 2019, [Européennes : sur le droit d'asile, les partis divergent](#)
- **Le Monde**, 18 mai 2019, [Élections européennes : des clivages classiques sur les frontières et les réfugiés](#)

Les intentions concernant le droit d'asile divergent selon les différents groupes politiques représentés aux élections européennes. Certaines listes de droite affirment clairement leur intention de « [r]amener systématiquement les bateaux de migrants sur les côtes africaines » et plaident pour une pérennisation des contrôles aux frontières intérieures de l'UE. Certaines listes de gauche plaident quant à elles pour la fin des partenariats avec la Turquie ou la Libye en vue de leur déléguer le contrôle aux frontières, la relance des secours en Méditerranée par l'Union, la suppression de la règle dite du pays de première entrée imposée par le Règlement Dublin, le développement des voies légales de migrations.

- **Ouest France**, 23 mai 2019, [Dix ONG enjoignent l'Europe à revoir « d'urgence » ses politiques migratoires](#) *

Dix ONG intervenant en Libye exhortent l'Union européenne à revoir en urgence sa politique migratoire afin que ses États membres donnent la priorité à « des politiques qui protègent les vies et la dignité des réfugiés et des migrants » et permettent « l'évacuation humanitaire

d'urgence de ceux détenus dans des centres de détention vers des espaces sûrs hors de Libye ».

Espagne

- **El Diario**, 29 mai 2019, [Una jueza ve indicios de delito de tortura por parte de policías contra inmigrantes del CIE \(Centro de internamiento de extranjeros\) de Madrid \[ES\]](#) *

Des agents de police sont accusés d'avoir porté atteinte au respect de la dignité lors de la fouille de 69 détenus étrangers dans le centre de rétention de Madrid (CIE). Ils auraient employé des mesures de sécurité disproportionnées lors de cette intervention, mise en œuvre selon leurs dires suite à une tentative de fuite. Du fait du nombre d'agents de police munis d'équipements lourds, les fouilles sous la pluie ont généré un climat d'intimidation non justifié d'après la magistrate en charge du contrôle de ce centre. Elle ajoute avoir identifié des indices de commission du délit de torture par des agents suite à l'observation des vidéos de surveillance du CIE.

France

- **Le Monde**, 18 mai 2019, [Le gouvernement peine à traiter plus vite les demandes d'asile](#)

La loi Asile et Immigration, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019 en France, visait notamment un traitement plus rapide des demandes d'asile, avec comme objectif affiché le « découragement » du dépôt des demandes dites « infondées ». La mise en œuvre de certaines mesures, telle que la vidéo-audience obligatoire pour les recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) n'a pas pu être mise en œuvre suite à la grève des avocat-e-s opposé-e-s à cette mesure.

Grèce

- **Euronews**, 16 mai 2019, [Ces migrants mystérieusement refoulés de Grèce en Turquie](#) *

Cet article traite notamment du refoulement illégal par la police grecque de trois ressortissants turcs désormais emprisonnés en Turquie. Ces refoulements seraient de plus en plus fréquents. Des journalistes ont interrogé le ministère de la Protection civile qui dit n'avoir aucune information sur cet incident.

- **Euronews**, 26 mai 2019, [Exclusive : Violence breaks out between residents of refugee camp and police on Greek island of Samos \[EN\]](#)
- **Libération**, 23 mai 2019, ["Samos est le pire endroit en Grèce pour les réfugiés"](#)

Les camps de transit situés sur l'île de Samos transforment l'île « *de facto* en prison ». Les exilé-e-s qui arrivent sur les îles grecques sont contraint-e-s de rester sur place pendant la longue procédure de demande d'asile, qui peut prendre jusqu'à plus d'un an. A Samos, une « jungle » s'étend au-delà de l'ancien camp militaire reconverti en centre de « transit » surpeuplé. Les migrant-e-s témoignent y vivre dans la saleté, au milieu des rats et des serpents.

Hongrie

- **Le Monde**, 21 mai 2019, [Le Conseil de l'Europe pointe le traitement inhumain des migrants en Hongrie](#)

Un rapport de la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, dénonce le placement en détention systématique des demandeurs d'asile, leur privation de nourriture, les refus systématiques opposés à leurs demandes, et l'usage excessif de la violence durant les déplacements forcés d'étrangers. Elle réclame d'urgence un examen correct des demandes, conformément aux règles du droit international.

Italie

- **Courrier international**, 20 mai 2019, [Des migrants débarqués à Lampedusa, Salvini furieux](#)

Le 19 mai, le chef de la Ligue avait jugé risibles les critiques du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH) de l'ONU à l'encontre du projet visant à durcir la législation anti-migratoire en Italie. Ce projet de décret-loi, qui pourrait être soumis le 20 mai au Conseil des ministres, propose de donner au ministre de l'Intérieur le pouvoir d'interdire les eaux territoriales italiennes à un navire pour des raisons d'ordre public. Le texte prévoit aussi de soumettre tout navire de secours n'ayant pas respecté les consignes des garde-côtes compétents dans la zone où il serait intervenu à une amende de 3 500 à 5 500 euros par migrant arrivé en Italie.

- **Médiapart**, 20 mai 2019, [Migrants : La police italienne saisit un navire humanitaire](#)

Suite à l'interdiction opposée par Matteo Salvini au débarquement du bateau humanitaire *Sea Watch 3*, la justice italienne a ordonné la saisie du navire ancré au large du port de Lampedusa en Sicile. Les 47 personnes migrantes à bord devraient ainsi pouvoir débarquer.

- **Infomigrants**, 24 mai 2019, [Des ONG accusent la marine italienne de ne pas avoir porté assistance à des migrants en détresse](#) *

L'ONG allemande *Sea-Watch* et le collectif *Mediterranea* accusent la Marine italienne d'avoir refusé de porter secours à une embarcation de migrant·e·s alors qu'elle se trouvait à proximité. *Alarm Phone* accuse les secours italiens d'être restés sciemment à distance pour laisser le champ libre aux garde-côtes libyens.

Malte

- **RFI**, 25 mai 2019, [Méditerranée : 216 migrants secourus par la marine maltaise](#) *

La Marine maltaise a secouru deux embarcations en difficulté en Méditerranée. En l'absence totale de navires de secours au large de la Libye et face à la fermeture des ports italiens, Malte redevient un point de passage pour les migrant·e·s. Ce phénomène illustre le fait que « *les besoins en capacité de sauvetage en haute-mer sont toujours bien réels* » selon Amnesty France.

REVUE DE PRESSE
JUN 2019

Revue de presse du 16 au 30 juin 2019

Monde	3
Amériques	3
États-Unis	3
Mexique.....	3
Afrique.....	4
Maroc	4
Tunisie	4
Moyen Orient	4
Turquie	4
Europe	5
Bosnie-Herzégovine.....	5
Espagne	5
France	6
Grèce	7
Italie.....	7

Monde

- **Le Monde**, 20 juin 2019, [Vers quels pays ont fui les 74,8 millions de personnes contraintes à l'exil ?](#)

A la fin de l'année 2018, 70,8 millions de personnes avaient été déplacées de force, soit 2,3 millions de plus qu'en 2017 d'après les statistiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Les conflits en Syrie, en Libye, au Yémen et en Afghanistan expliquent en grande partie cette hausse du nombre de personnes contraintes à l'exil. La grande majorité d'entre eux-elles reste dans les pays limitrophes au leur, ou dans leur propre pays.

Amériques

États-Unis

- **Challenges**, 28 juin 2019, [USA : Le Congrès vote l'aide d'urgence pour les migrants à la frontière](#)

La Chambre des représentants a adopté le 27 juin un projet de loi prévoyant une aide de 4,6 milliards de dollars pour « faire face à l'afflux de migrants à la frontière avec le Mexique ». Le texte prévoit notamment des fonds pour payer des heures supplémentaires aux employé·e·s de l'agence de police douanière et de contrôle des frontières. Il alloue 145 millions de dollars au département de la Défense pour les opérations menées à la frontière mexicaine sur ordre de Donald Trump.

- **Slate**, 29 juin 2019, [Quand l'Amérique s'en prend aux enfants](#)

350 enfants sont enfermés dans des camps dont la capacité d'accueil ne doit initialement pas dépasser 104 adultes. Certains sont enfermés depuis des semaines, alors que la loi prévoit un maximum de 72 heures de détention. Ces enfants ont tous été séparés de leurs parents ou de leur adulte référent. Ils sont « parqués dans des cages, obligés de s'allonger à même le sol, à qui l'on refuse savon, brosse à dents, douche, literie ». Seules les mères adolescentes restent aux côtés de leurs bébés, et le peu de vêtements de bébé et de médicaments dont elles disposent ont parfois été confisqués.

Mexique

- **Médiapart**, 16 juin 2019, [Commerce contre migrants : le Mexique cède sous la pression du chantage de Trump](#)
- **The New York Times**, 24 juin 2019, [Mexico's Crackdown at Its Southern Border, Prompted by Trump, Scares Migrants From Crossing](#) [EN] *
- **Público**, 27 juin 2019, [Hacinados, sin agua ni comida y con atención médica deficiente : el drama de los migrantes detenidos en México](#) [ES] *

Le Mexique a considérablement durci sa politique migratoire en réponse aux menaces de sanctions commerciales des États-Unis. Les nouvelles mesures de sécurité font craindre aux nombreux migrant·e·s de la région fuyant leurs pays d'origine (Guatemala, Nicaragua) une arrestation et la confiscation de leurs biens. L'expansion éclair du programme « Rester au Mexique » fait également partie de ces mesures. Il oblige les Centraméricains ayant déposé une demande d'asile aux États-Unis à repasser par le Mexique pour y attendre une réponse. Plus de 11 000 demandeur·euse·s d'asile ont déjà été renvoyé·e·s au Mexique sur la base de ce protocole. C'est dans ce contexte que les autorités mexicaines ont augmenté les placements en détention de ceux-celles qui tentent d'atteindre les États-Unis. Les centres

dans lesquels sont détenu·e·s les migrant·e·s sont de plus en plus saturés, les conditions de vie y empirent au fur à mesure de l'augmentation du nombre de détenu·e·s.

Afrique

Maroc

- **LesEco.ma**, 18 juin 2019, [Migration. Le Maroc est-il toujours une terre d'accueil ?](#) *

Les acteurs·rices de la société civile marocaine dénoncent le recul de l'accès aux droits à la santé, à l'éducation et à la formation pour les personnes étrangères installées au Maroc. Ils·elles témoignent de l'échec de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile lancée il y a cinq ans par le Maroc présentée comme une stratégie d'intégration des personnes migrantes.

Tunisie

- **Le Monde**, 17 juin 2019, [Les pêcheurs tunisiens, désormais en première ligne pour sauver les migrants en Méditerranée](#) *

Les politiques migratoires européennes de criminalisation des secours privés et de refus d'interventions nationales de secours en mer condamnent les embarcations de personnes migrantes à dériver à l'abandon en mer Méditerranée. En conséquence de ces politiques, les pêcheurs tunisiens - qui tentent malgré tout d'alerter leurs autorités – deviennent les seuls témoins et potentiels sauveteurs de ces migrant·e·s. Certains d'entre eux témoignent des risques d'arrestation auxquels ils sont exposés au large de l'Ouest libyen, zone dans laquelle ils sont considérés comme « des témoins gênants » des pratiques des garde-côtes libyens et groupes armés qui y sévissent.

- **The Guardian**, 19 juin 2019, [Migrants stranded at sea for three weeks now risk deportation, aid groups warn](#) [EN] *
- **Infomigrants**, 19 juin, [Maridive : les 75 migrants bloqués depuis 18 jours au large de Zarzis ont pu débarquer en Tunisie](#)
- **The Guardian**, 25 juin 2019, [Bangladeshi migrants in Tunisia forced to return home, aid groups claim](#) [EN]*

Les autorités tunisiennes ont refusé pendant 18 jours le débarquement de 75 personnes migrantes rescapées, bloquées en mer sur le navire commercial égyptien le *Maridive 601*. Le gouverneur de Médenine avait annoncé que le débarquement serait autorisé sous réserve de l'expulsion immédiate de ces personnes. D'après les groupes d'aide aux migrant·e·s, les 30 ressortissants bangladais auraient été renvoyés dans leur pays contre leur volonté. L'OIM quant à elle affirme que ces derniers « souhaitent rentrer chez eux ». D'après leurs proches, l'ambassade du Bangladesh les aurait pourtant menacés de privation d'eau et de nourriture s'ils n'acceptaient pas leur retour forcé.

Moyen Orient

Turquie

- **Médiapart**, 17 juin 2019, [Les corps de 12 migrants retrouvés au large de la Turquie](#)

A la suite du naufrage d'un canot pneumatique transportant des personnes migrantes au large de la côte ouest de la Turquie, 12 d'entre elles sont décédées. 21 autres personnes ont été secourues par les garde-côtes turcs.

Europe

- **Médiapart**, 18 juin 2019, [Migrants : Le Conseil de l'Europe rappelle les États à leurs devoirs](#)

La Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe rappelle aux États européens dans un Mémoire leur obligation de secourir les migrant·e·s qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée en vertu du droit international. Elle dénonce la criminalisation des ONG d'aide aux migrant·e·s, critique le plan adopté par l'Union européenne en 2018 pour externaliser le traitement des demandes d'asile et la délégation du contrôle des frontières maritimes à des États tiers comme la Libye. Elle plaide pour le partage des responsabilités entre les États membres.

- **Médiapart**, 26 juin 2019, [La criminalisation de l'aide aux réfugiés, partout en Europe](#)

L'ONG Resoma a recensé les poursuites judiciaires lancées contre des personnes engagées dans l'accueil des réfugié·e·s sur l'ensemble du continent européen depuis 2015. Au moins 158 personnes ont ainsi été poursuivies pour assistance aux personnes migrant·e·s dans 11 pays européens depuis quatre ans. La Grèce, l'Italie et la France sont en tête de ce sinistre classement, avec respectivement 53, 38 et 31 cas de poursuites répertoriés.

- **Le Monde**, 28 juin 2019, [La revue « Critique internationale » explore les frontières mortifères de l'Europe *](#)

Le taux de disparition des personnes migrantes qui traversent la Méditerranée depuis la Libye a atteint 20% en 2018. La multiplication des contrôles frontaliers a fait évoluer les routes migratoires, imposant aux exilé·e·s des itinéraires de plus en plus dangereux afin d'éviter leur identification, détention et expulsion. Les politiques migratoires européennes ont ainsi généré des milliers de morts. A la frontière hispano-marocaine, au niveau de l'enclave de Melilla, les migrants maliens prennent eux même en charge les dépouilles de leurs compagnons décédés lors du franchissement de la barrière-frontière. Dans la région de Zarzis en Tunisie, une ancienne décharge sert désormais de dernière demeure aux migrant·e·s décédé·e·s.

Bosnie-Herzégovine

- **RFI**, 21 juin 2019, [Dans les Balkans, la situation désespérée des migrants et réfugiés *](#)

Plus de 10 000 personnes migrantes s'entassent dans la région de Bihac en Bosnie-Herzégovine. Le 15 juin, les autorités ont organisé le transfert forcé de plus d'un millier d'entre elles dans le camp de Vucjak dans une ancienne décharge sans eau, électricité sur un terrain infesté de serpents. Les migrant·e·s qui tentent d'atteindre la Croatie sont exposé·e·s à de nombreux actes de violence de la part de la police croate, et sont illégalement refoulés en Bosnie sans possibilité de demander l'asile. Depuis le début du printemps, les arrivées de plus en plus nombreuses d'exilé·e·s en Bosnie-Herzégovine risquent, d'après Médecins sans frontières (MSF), de transformer la situation en une vraie catastrophe humanitaire.

Espagne

- **El Diario**, 19 juin 2019, [22 desaparecidos en el naufragio de una patera que se dirigía a las costas españolas](#) [ES] *
- **El País**, 20 juin 2019, [22 ocupantes de una patera fallecieron en la travesía y fueron arrojados al mar, según los supervivientes](#)

Une embarcation transportant 27 personnes migrantes au moment de son interception a été secourue par un ferry au large des côtes marocaines. Cette embarcation était partie d'Alhucemas, avec 49 personnes à bord. Les rescapé·e·s affirment que certain·e·s d'entre eux sont décédé·e·s pendant la traversée (*El País*), quand le journal *El Diario* affirme que les 22 disparus seraient décédés lors du naufrage de l'embarcation. Ces événements tragiques risquent de se multiplier du fait de la limitation des moyens de sauvetage côté espagnol depuis le début de l'année de 2019. Les navires de sauvetage ont patrouillé sans radar de recherche pendant plus de 5 mois et ont refusé de rechercher des personnes migrantes disparues sous prétexte de refus d'entrée dans la zone SAR marocaine.

- **Libération (Maroc)**, 24 juin 2019, [La politique migratoire de l'Espagne entre façade et réalité](#) *

Amnesty international section Espagne décrit la politique migratoire espagnole comme « *humaniste et solidaire au niveau du discours, mais [...] répressive dans les faits* ». L'organisation dénonce notamment le retard pris dans l'abrogation de la loi dite « du bâillon » de 2015, qui permet l'expulsion des personnes migrantes sans qu'elles n'aient la possibilité de déposer une demande d'asile ou de voir évaluer les risques qu'elles encourent en cas de renvoi depuis les enclaves de Ceuta ou Melilla vers le Maroc. L'ONG dénonce également la poursuite de la politique des « refoulements immédiats » (685 recensés par Amnesty International en 2018 malgré une condamnation de la Cour européenne des droits de l'Homme en 2017¹). S'ajoute à ces pratiques le non-respect de l'engagement du gouvernement espagnol concernant le retrait des barbelés à lames de rasoir suite aux polémiques suscitées par les blessures provoquées sur les migrant·e·s, ces derniers ayant été replacés du côté marocain. Par ailleurs, les bateaux de secours privés Open Arms et Aita Mari restent bloqués dans les ports de Barcelone et Pasaia suite aux refus des autorités espagnoles de les laisser prendre la mer.

- **Público**, 28 juin 2019, [La ruta migratoria a Canarias aumenta y se cobra 30 muertos en una semana](#) *

Plus de 30 personnes migrantes ont perdu la vie en tentant de rejoindre en embarcation les îles Canaries depuis le sud du Maroc et les territoires du Sahara occidental. Cette route migratoire a vu tripler les arrivées en 2018, du fait du durcissement des politiques migratoires et du blocage des autres routes, notamment celle la frontière Nord du Maroc.

France

- **Médiapart**, 20 juin 2019, [Migrants : des associations alertent sur les évacuations à la chaîne à Calais et Grande-Synthe](#)

Plusieurs associations dénoncent la politique de dispersion et de dissuasion menée par la France dans les villes des départements du Nord et du Pas-de-Calais à l'encontre des personnes migrantes. Tous les jours ou presque, les 300 à 400 personnes qui dorment sur les sols en friche de l'est de Calais sont délogées par des effectifs de la police nationale et des employés de la préfecture d'après l'article. L'objectif affiché est d'empêcher la refondation de la « jungle de Calais » qui a vu passer, entre 2014 et 2016 jusqu'à 10 000 personnes. Dans un rapport publié le 20 juin, le collectif *Human Rights Observers* dénonce des pratiques abusives des forces de l'ordre, des violences à l'encontre des personnes migrantes, des confiscations

¹ <https://www.doctrine.fr/d/CEDH/HFJUD/CHAMBER/2017/CEDH001-177231>

ou destructions de biens, des arrestations arbitraires, des propos dégradants et des obstacles au travail d'observation des associations. Ces dernières ont déposé un recours devant le Conseil d'État pour violation de droits fondamentaux des personnes exilées.

Grèce

- **L'Obs**, 20 juin 2019, [Lesbos, l'île où les migrants deviennent fous](#) *

Des psychologues de MSF témoignent des nombreux problèmes de santé mentale auxquels sont sujettes les personnes migrantes à leur arrivée sur l'île dans le *hotspot* de Moria (Grèce). Une clinique de soutien psychologique a été établie à Mytilène, la plus grande ville de l'île pour apporter un semblant de réponse aux nombreux troubles psychologiques auxquels sont sujets ces migrant·e·s, notamment les enfants.

Italie

- **RFI**, 26 juin 2019, [Migrants : le « Sea-Watch 3 » force le blocus italien vers Lampedusa](#) *
- **Médiapart**, 29 juin 2019, [« Sea-Watch » : les 40 migrants débarqués à Lampedusa, la capitaine Carola Rackete arrêtée](#)
- **The Guardian**, 29 juin 2019, [Rescue ship captain arrested for breaking Italian blockade](#) [EN] *

Après avoir navigué le long de la ligne des eaux italiennes pendant une dizaine de jours avec 42 personnes migrantes à bord, la capitaine du *Sea-Watch 3* Carola Rackete a décidé de forcer l'entrée du port de Lampedusa, dont l'accostage lui avait été refusé. Le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini avait signé le décret « sécurité bis » visant à restreindre au maximum les opérations de sauvetage privé effectuées en Méditerranée interdisant à tout bateau de secours de pénétrer dans les eaux territoriales italiennes. Le 25 juin, la Cour de justice de l'Union européenne saisie par l'équipage s'était déclarée incompétente pour contraindre le gouvernement italien à changer de position. Le même jour, la Cour européenne des droits de l'Homme décidait de ne pas appliquer la mesure provisoire demandant le débarquement en Italie des personnes se trouvant sur le navire *Sea Watch 3*. Celui-ci, sur l'île de Lampedusa le 29 juin, a donné lieu à l'arrestation de la capitaine.

- **The Guardian**, 27 juin 2019, [Number of asylum seekers sent back to Italy triples in five years](#) [EN] *

Le nombre de demandeur·euse·s d'asile renvoyé·e·s en Italie depuis le reste de l'Europe a triplé en cinq ans, en application de la réglementation Dublin. D'après les données du ministère de l'Intérieur italien, entre janvier 2013 et novembre 2018, 24 000 personnes ont été renvoyées en Italie sur cette base.